

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AFRIQUE CENTRALE

Semaine du 04 au 08 mai 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE YAOUNDE

Faits marquants de la semaine :

- **Régional** : la Banque mondiale lance sa stratégie régionale de santé pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.
- **Cameroun** : signature d'une convention de financement pour la construction d'une raffinerie à Kribi.
- **Gabon** : première cotation de BGFH Holding Corporation à la BVMAC.
- **Guinée équatoriale** : l'américain Chevron obtient cinq nouvelles licences d'exploration des hydrocarbures.
- **Tchad** : lancement opérationnel de la Société nationale de recouvrement des créances (SNRC).
- **RDC** : accord préliminaire sur la 3^{ème} revue FEC et la 2^{ème} revue FRD avec le FMI.
- **São Tomé-et-Principe** : 40 % des financements sécurisés pour les plans stratégiques de la pêche et de l'aquaculture.

Régional

La Banque mondiale lance sa stratégie régionale de santé pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Le Groupe de la Banque mondiale a procédé, le 4 mai 2026, à Accra, au [lancement](#) officiel de sa nouvelle [stratégie](#) régionale en matière de santé, de nutrition et de population intitulée « En bonne santé pour prospérer : investir dans la santé au service de l'emploi et du développement en Afrique de l'Ouest et du Centre », en partenariat avec le Mécanisme de financement mondial (GFF). Cette feuille de route ambitieuse de toucher 200 millions de personnes d'ici 2030 et d'accélérer la couverture sanitaire universelle (CSU). Articulée autour de trois priorités — renforcement des soins de santé primaires, financements durables et résilience des systèmes face aux crises —, elle s'inscrit dans une logique de souveraineté sanitaire et est alignée sur l'Initiative africaine pour l'accès et la fabrication de produits médicaux (AIM2030). Les participants ont appelé à la mise en place de pactes nationaux de santé pour aligner priorités budgétaires et objectifs mesurables, ainsi qu'à un partenariat renforcé avec le secteur privé pour stimuler la production

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

183 M EUR

Montant de la convention de financement signée entre BGFIBank Cameroun et la SNH pour la raffinerie C-STAR à Kribi

locale de produits médicaux et l'innovation dans l'offre de soins.

Cameroun

Signature d'une convention de financement pour la construction d'une raffinerie à Kribi

Le 5 mai 2026, BGFIBank Cameroun et la Société nationale des hydrocarbures (SNH) ont [signé](#) une convention de financement de 120 Mds FCFA (183 M EUR), destinée à couvrir la participation de cette dernière au projet de raffinerie C-STAR à Kribi. Ce montant représente 33 % du coût global du projet, estimé à environ 360 Mds FCFA (549 M EUR) pour la seule raffinerie et à 540 Mds FCFA (823 M EUR) en incluant le terminal de stockage stratégique. Le projet est porté par une société réunissant la SNH, sa filiale Tradex et le consortium Ariana Energy et RCG, avec une

répartition du capital estimée à 49 % pour Ariana Energy, 31 % pour Tradex et 20 % pour la SNH.

De nouveaux accords de financement signés avec plusieurs partenaires européens

Le Cameroun a signé le 4 mai dernier une série d'accords de financement pour un montant cumulé de 53,17 Mds FCFA (81 M EUR). Le premier [décret](#) autorise la signature d'un crédit acheteur de 8,7 Mds FCFA (13 M EUR) avec la banque belge Belfius Banque dans le cadre de l'achèvement d'un projet d'alimentation en eau potable du port de Kribi. Les deux accords de financement avec l'autrichienne UniCredit Bank Austria AG concernent, quant à eux, un [projet](#) de construction d'un centre de formation dans la région du Centre (5,6 Mds FCFA, soit 8,5 M EUR) et un projet de gestion des déchets hospitaliers. Les décrets signés ont également entériné le financement par la Deutsche Bank Espagne de projets d'infrastructures [halieutiques](#) (7,0 Mds FCFA, soit 10,7 M EUR) et [agro-industrielles](#) dans l'élevage porcin (5,7 Mds FCFA, soit 8,7 M EUR), ainsi que dans la production de [semences](#) bovines (10,9 Mds FCFA, soit 16,6 M EUR). Par ailleurs, des accords antérieurs avec la Banque islamique de développement (BID), notamment concernant le [Projet](#) d'appui à l'éducation de base au Cameroun (18,4 M EUR), ont également été entérinés.

L'opérateur d'électricité Eneo devient Socadel

Le gouvernement camerounais a [signé](#), le 4 mai 2026, un décret portant réorganisation de l'entreprise Eneo, opérateur majeur de l'électricité dans le pays. Renommée en Société Camerounaise d'électricité (Socadel), cette entreprise est désormais entièrement sous contrôle public. Cette décision intervient cinq mois après le rachat de 51 % des parts du fonds britannique Actis dans Eneo, pour un montant de 78 Mds FCFA (119 M EUR), portant la participation de l'État à 95 % du capital. Le décret [fixe](#) le capital social de la Socadel à 43,9 Mds FCFA (67 M EUR) et précise que l'entreprise n'est pas assujettie aux dispositions du Code des marchés publics, tout en restant soumise aux règles applicables aux entreprises publiques. Sur le plan de la relance de ses opérations, ce décret indique également que la société reprend tous les effectifs et personnels déjà sous contrat avec Eneo. Les membres du conseil d'administration, nommés par un second décret, ont [entériné](#) la décision des nouveaux dirigeants de la société. C'est Oumarou

Hamandjodja, ancien directeur adjoint d'Eneo, qui occupe désormais le poste de directeur général de la Socadel. Il pilotera les activités de la nouvelle structure dans un contexte marqué par de fortes attentes en matière de performance et de continuité du service.

Gabon

Première cotation de BGFI Holding Corporation à la BVMAC

L'action de BGFI Holding Corporation (BGFI HC) a fait l'objet de sa première [cotation](#) à la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (BVMAC) le 7 mai 2026, sur le compartiment A-Premium, avec un cours de référence fixé à 80 000 FCFA par action. L'offre publique, clôturée en février, avait permis de lever 45,3 Mds FCFA (environ 69 M EUR) par l'émission de 566 561 actions représentant 10 % du capital, auprès de 7 601 investisseurs répartis dans 24 pays, dont plus de 71 % étaient des personnes physiques. Le groupe bancaire gabonais, présent dans douze pays, est ainsi valorisé à environ 485 Mds FCFA. L'opération, initialement prévue pour lever 125,9 Mds FCFA, n'a été souscrite qu'à hauteur de 36 % lors de la première phase, avant d'atteindre un taux de sursouscription de 136 % sur les titres finalement émis. Les fonds levés doivent financer le plan stratégique « BGFI 2030 », qui vise un total de bilan de 8 300 Mds FCFA.

Souveraineté alimentaire : le Gabon signe cinq conventions d'investissement pour plus de 1,2 Mds EUR

Le Gabon a [signé](#), le 4 mai 2026 à Libreville, en marge du Forum international pour l'innovation et le développement, cinq conventions d'investissement dans les filières avicole et agro-industrielle, pour un montant total de plus de 775 Mds FCFA (env. 1,2 Md EUR). Le principal accord, d'un montant de 67,1 Mds FCFA (102 M EUR), a été conclu avec le groupe turc Hakan Kiran Holding pour la construction d'une ferme avicole intégrée à Ntoug (province de l'Estuaire), d'une capacité de 60 000 tonnes par an. Une deuxième convention de 10 Mds FCFA (15 M EUR) a été signée avec le groupe gabonais NJS pour une ferme intégrée à Oyem (Woleu-Ntem), d'une capacité de 10 000 tonnes annuelles. Trois autres accords ont été conclus avec des partenaires chinois. Ces projets s'inscrivent dans l'objectif du gouvernement d'interdire les importations de poulet de chair à compter du 1er janvier 2027. Le ministre de l'Agriculture, Pacôme Kossy, a indiqué

que la production nationale devrait monter en puissance dès août-septembre 2026.

Création du Comité national de la dette publique

Le Conseil des ministres du 30 avril 2026 a [adopté](#) le décret portant sur la création du Comité national de la dette publique (CNDP), organe de coordination, de conseil et de contrôle de la politique d'endettement de l'État gabonais. Ce dispositif repose sur une architecture tripartite : un Comité de coordination présidé par le ministre de l'Économie, un Comité technique chargé d'émettre des avis motivés sur les projets d'emprunts et de garanties, et un Secrétariat permanent assuré par la Direction générale de la dette. Toutes les opérations d'endettement, intérieures ou extérieures, devront désormais être soumises au CNDP, avec effet suspensif. Sa création intervient dans un contexte de progression rapide de l'encours. Selon la Direction générale de la dette, celui-ci atteignait 8 607 Mds FCFA (13,1 Mds EUR) à fin octobre 2025, en hausse de 1 473 Mds FCFA (2,2 Mds EUR) en dix mois, réparti entre dette intérieure (4 392 Mds FCFA, soit 6,7 Mds EUR) et dette extérieure (4 215 Mds FCFA, soit 6,4 Mds EUR). D'après l'agence Fitch, la dette publique pourrait atteindre 85,5 % du PIB en 2026, contre 72,9 % fin 2024.

Transgabonais : le Conseil des ministres autorise un financement AFD-UE de 203 M EUR

Le Conseil des ministres du 30 avril 2026 a [autorisé](#) l'État gabonais à contracter un emprunt de 173 M EUR (env. 113,5 Mds FCFA) auprès de l'Agence française de développement (AFD), complété par une subvention de l'Union européenne de 30 M EUR (19,7 Mds FCFA) dans le cadre du programme Global Gateway, portant l'enveloppe totale à 203 M EUR (133,2 Mds FCFA). Ces fonds financeront le Programme de modernisation et de sécurisation (PMS) du Transgabonais, opéré par la SETRAG (filiale d'Eramet). Les travaux prévoient le remplacement de 270 km de rails et de traverses, la construction de 40 km de voies de dépassement, l'installation de dispositifs de sécurité et la rénovation des gares d'Owendo et de Franceville. L'objectif est de rétablir la capacité de la ligne à 16 sillons par jour.

Guinée équatoriale

L'américain Chevron obtient cinq nouvelles licences d'exploration des hydrocarbures

Le 6 mai 2026, cinq nouveaux blocs d'hydrocarbures ont été [attribués](#) à Chevron pour exploration, à l'occasion d'une cérémonie de signature réunissant le ministre des Hydrocarbures et des représentants du groupe américain. Cette décision s'inscrit dans un contexte de rapprochement entre les États-Unis et la Guinée équatoriale, les autorités équato-guinéennes cherchant à sécuriser les intérêts des partenaires américains tout en élargissant la coopération aux transferts de technologies et au renforcement des capacités des opérateurs publics.

Le gouvernement signe un accord avec Lloyd's Register pour moderniser le secteur maritime et réviser son cadre juridique

Le 5 mai 2026, le gouvernement a [signé](#) un accord de collaboration avec la société britannique Lloyd's Register afin de moderniser le secteur maritime et d'actualiser le cadre juridique régissant le transport maritime. Parmi les domaines d'intervention figurent le transport maritime, l'exploitation offshore des hydrocarbures, la pêche, la gestion des terminaux portuaires, ainsi que le renforcement de la coopération internationale et la formation de ressources humaines spécialisées.

Tchad

Le FMI en mission à N'Djamena pour la deuxième revue du programme appuyé par la FEC

Le 4 mai 2026, le ministre d'État en charge des Finances, Tahir Hamid Nguilin, a [reçu](#) à N'Djamena une mission de l'équipe-pays du FMI conduite par Julien Reynaud, dans le cadre de la deuxième revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC) 2024-2029. Les échanges ont porté sur les perspectives économiques, l'exécution du budget, la mobilisation des ressources intérieures, la soutenabilité de la dette et l'état d'avancement des réformes de gouvernance économique et financière engagées par le gouvernement. Durant la mission, les experts du FMI doivent tenir plusieurs séances de travail, du 4 au 16 mai, afin d'évaluer les progrès réalisés depuis la première revue et d'identifier les ajustements nécessaires.

pour consolider le programme économique et financier du Tchad.

L'Union européenne mobilise 81 M EUR pour l'emploi des jeunes et la résilience à l'Est du Tchad

Le 6 mai 2026, l'Union européenne et le gouvernement tchadien ont [annoncé](#) un nouvel appui de près de 53 Mds FCFA (env. 81 M EUR) destiné à renforcer l'emploi des jeunes et la résilience des populations dans l'Est du pays, dans le cadre de la mise en œuvre du Global Gateway. Les financements seront orientés vers deux axes majeurs : le soutien à la formation professionnelle, à l'entrepreneuriat et à l'insertion économique des jeunes d'une part, et le renforcement des moyens de subsistance, de la cohésion sociale et des services de base dans les zones marquées par les déplacements de population et les tensions régionales d'autre part.

Lancement opérationnel de la Société nationale de recouvrement des créances (SNRC) avec l'installation de sa direction

Le 4 mai 2026, le ministre d'État en charge des Finances, Tahir Hamid Nguilin, a [procédé](#) à l'installation officielle de la directrice générale et du directeur général adjoint de la Société nationale de recouvrement des créances (SNRC), marquant l'opérationnalisation de cette structure publique. Créée par la loi d'octobre 2024, la SNRC est présentée comme une réponse structurelle du gouvernement au problème des créances en souffrance dans le système bancaire tchadien, avec pour objectif d'assainir les bilans des établissements financiers, de renforcer la stabilité du secteur et de faciliter l'accès au crédit pour les entreprises comme pour les ménages. Le ministre a insisté sur la nécessité de se conformer aux normes de la COBAC, de viser des performances mesurables et de bâtir un partenariat solide avec l'ensemble des acteurs financiers. Les nouveaux responsables de la SNRC sont appelés à faire preuve de transparence et d'efficacité, afin de contribuer durablement à la modernisation du système financier national.

RDC

RDC-FMI : accord préliminaire sur la 3^{ème} revue FEC et la 2^{ème} revue FRD

Une mission du Fonds monétaire international (FMI) a séjourné à Kinshasa du 23 avril au 6 mai 2026, dans le cadre du programme économique avec le gouvernement de la RDC. À l'issue des

discussions, les services du FMI et les autorités congolaises sont [parvenus](#) à un accord préliminaire portant sur la troisième revue au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) et la deuxième revue au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). Selon les Services, la situation économique se caractérise par une résilience notable malgré la persistance du conflit armé dans l'Est du pays (env. +5,5 % de croissance en 2025 et 2026), portée par le dynamisme des secteurs de la construction et des services, qui compense un léger ralentissement du secteur extractif. L'inflation est restée contenue à moins de 3 % depuis octobre 2025, mais le Fonds estime qu'elle pourrait remonter sous l'effet des tensions liées à la guerre au Moyen-Orient. Par ailleurs, le taux de change est resté globalement stable depuis fin 2025, les réserves internationales ayant atteint 8,8 Mds USD à fin mars 2026. Quant à la situation budgétaire, le plafond sur le déficit intérieur à fin 2025 a été dépassé d'environ 0,6 point de pourcentage du PIB, ce qui nécessite la rationalisation des dépenses non prioritaires. Concernant le programme FRD, la mission a salué l'adoption anticipée d'une méthodologie d'évaluation *ex-ante* de l'incidence climatique des projets d'investissement. Elle encourage les autorités à renforcer la coordination institutionnelle pour finaliser la révision du code forestier, actuellement en retard, et à maintenir le cap sur les réformes attendues. L'examen de l'accord préliminaire par le Conseil d'administration du FMI est prévu en juin 2026. Sa validation ouvrirait la voie à un nouveau décaissement en faveur de la RDC, après ceux intervenus en juillet 2025 (262 M USD) et en décembre 2025 (260 M USD) dans le cadre du programme FEC.

Couloir vert Kivu-Kinshasa : l'UE y voit un levier de désenclavement après la réussite du premier test logistique

À l'ouverture de la deuxième réunion du Comité d'orientation stratégique de [NaturAfrica](#) à Kinshasa, l'Union européenne a présenté le Couloir vert Kivu-Kinshasa comme une initiative susceptible de soutenir à la fois la conservation, l'économie verte et la connectivité Est-Ouest de la RDC. Ce corridor est destiné à réduire les coûts de transport, à sécuriser les flux commerciaux et à mieux relier les bassins de production aux marchés de consommation, tout en conservant une dimension d'aire protégée. Le premier convoi logistique du couloir a été lancé et a atteint

Kinshasa fin avril 2026, après un trajet multimodal parti du Nord-Kivu, via Kisangani et le fleuve Congo. L'itinéraire combine transport routier de Goma à Kisangani (environ 1 500 km de routes), puis transport fluvial sur l'ensemble du parcours entre Kisangani et Kinshasa. Ce test logistique est une première démonstration de la faisabilité technique de cet axe commercial intérieur reliant l'Est et l'Ouest du pays. Le projet s'inscrit dans la deuxième phase du [programme](#) NaturAfrica de l'Union européenne et vise à soutenir la conservation de la biodiversité en Afrique tout en favorisant le développement économique local.

Sao Tomé-et-Principe

40 % des financements sécurisés pour les plans stratégiques de la pêche et de l'aquaculture

Le ministre de l'Agriculture santoméen Nilton Garrido a [annoncé](#) la mobilisation de 40 % des 60 M EUR nécessaires à la mise en œuvre du Plan stratégique des pêches et de l'aquaculture (2025-2034) et du Plan de gestion des pêches (2025-2029), à l'issue d'une table ronde des bailleurs, tenue le 6 mai 2026. Le ministre de l'Agriculture a précisé que le projet d'économie bleue de la Banque africaine de développement (BAfD), à hauteur d'environ 21 M EUR, constitue le principal engagement confirmé. Ce financement prévoit notamment le développement du port de pêche de Neves, du port de débarquement de Porto Alegre et du port de Chimalô (île de Príncipe), ainsi que des infrastructures de conservation et de commercialisation du poisson. L'Union européenne a confirmé la poursuite de son appui au secteur, tandis que la FAO fournira une assistance technique pour la mobilisation de ressources complémentaires. Le secteur de la pêche artisanale fait vivre plus de 30 000 personnes dans l'archipel, dont la zone économique exclusive représente 160 fois sa superficie terrestre.

Indicateurs macroéconomiques

	Croissance du PIB réel (en %)			Inflation (moy. Ann. en %)			*Solde Public (en %PIB)			Dettes Publiques (en %PIB)			Solde courant (en % PIB)			
	2025		2026	2025		2026	2025		2026	2025		2026	2025		2026	
	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	
CEMAC	Cameroun	3,1	3,3	▼ -0,7	3,4	3,5	▲ 0,2	-2,0	-1,7	▼ -0,5	40,4	39,3	▲ 3,0	-3,8	-5,1	▼ -1,2
	Centrafrique	4,8	2,6	▼ -0,7	1,0	1,5	▼ -1,8	-5,5	-5,0	▼ -5,0	61,8	64,0	▲ 11,4	-3,8	-3,4	▲ 0,6
	Congo	2,4	2,8	▶ 0,0	2,6	2,8	▼ -0,4	0,3	0,4	▼ -1,8	96,8	91,3	▲ 1,3	-5,9	-6,0	▲ 0,9
	Gabon	2,5	2,7	▲ 0,1	2,0	2,5	▶ 0,0	-8,5	-10,0	▼ -2,7	78,9	86,1	▲ 4,1	-3,1	-4,3	▼ -3,9
	Guinée Equatoriale	-6,4	-2,7	▼ -3,1	2,8	3,2	▲ 0,3	-2,5	-1,7	▲ 0,3	40,6	39,1	▲ 1,0	-3,0	-1,6	▲ 2,2
	Tchad	5,6	5,2	▲ 1,7	-2,6	0,5	▼ -3,1	-1,3	-1,4	▲ 1,0	30,4	29,9	▼ -2,5	0,2	0,8	▲ 3,8
	CEMAC	2,6	3,0	▼ -0,4	2,0	2,7	▼ -0,5	-2,8	-2,8	▼ -0,8	52,0	51,6	▲ 2,2	-3,2	-3,7	▼ -0,1
	RDC	5,7	5,9	▲ 0,6	7,4	3,3	▼ -3,9	-2,8	-3,5	▼ -1,9	20,2	24,6	▲ 10,0	-3,7	-2,0	▲ 0,1
	Sao Tomé	2,1	3,4	▼ -1,3	0,9	9,6	▲ 2,6	-2,5	1,0	▼ -1,3	55,7	50,4	▲ 5,1	-6,3	-4,7	▼ -1,2

Source : SER à partir du World Economic Outlook (WEO) du FMI, avril 2026

*solde budgétaire global (dons inclus).

** Rév : Révision. Pour chaque variable, la colonne « Rév » indique la révision opérée par le WEO d'avril 2026 pour l'année 2026 par rapport aux dernières prévisions (celles du WEO d'octobre 2025).

Evolution des cours des matières premières

Mar-26	Matières premières énergétiques		Matières premières agricoles			Bois d'œuvre	
	Pétrole Brent (USD/barils)	Gaz naturel (USD/mmbtu)	Cacao (USD/kg)	Café (USD/kg)	Huile de palme (USD/mt)	Grumes (USD/mètre cube)	Bois scié (USD/mètre cube)
Valeur	96	3	3	7	1103	404	639
Variation mensuelle (%)	41%	-16%	-10%	4%	6%	-2%	-2%
Variation annuelle (%)	35%	-26%	-60%	-17%	3%	7%	3%
Variation sur 5 ans	50%	19%	32%	100%	7%	-3%	-4%
Variation sur 10 ans	156%	79%	5%	112%	54%	4%	-6%

Mar-26	Matières premières textiles	Matières premières industrielles	Métaux et minerais			
	Coton (USD/kg)	Caoutchouc naturel (USD/kg)	Aluminium (USD/mt)	Fer (USD/tmsu)	Cuivre (USD/mt)	Or (USD/once troy)
Valeur	2	2	3373	104	12529	4856
Variation mensuelle (%)	4%	6%	10%	6%	-3%	-3%
Variation annuelle (%)	-1%	1%	27%	4%	29%	63%
Variation sur 5 ans	-16%	1%	54%	-38%	39%	183%
Variation sur 10 ans	18%	64%	120%	86%	153%	290%

Source : World Commodities Markets (Banque mondiale, actualisation au rythme mensuel)

Agenda des évènements économiques et institutionnels à venir

Date	Evènement	Lieu
11-12 mai 2026	Sommet Afrique-France <i>Africa Forward</i> 11 mai : forum d'affaires « <i>Africa Forward : Inspire & Connect</i> » organisé par Bpifrance, Proparco et Business France	Nairobi (Kenya)
19 mai 2026	5 ^{ème} édition de la conférence ministérielle <i>No Money for Terror</i> (NMFT), consacrée à l'action internationale contre le financement du terrorisme	Paris (France)
12-21 juin 2026	PROMOTE 2026, sous le thème « Entreprises privées et environnement des affaires : quels repères face aux défis économiques nationaux et internationaux ? »	Yaoundé (Cameroun)
15-19 juin 2026	Pavillon France organisé par Business France, au Salon International de l'Entreprise, de la PME et du Partenariat PROMOTE	Yaoundé (Cameroun)
16-19 juin 2026	EU Business Week	Yaoundé (Cameroun)
17 juin 2026	<i>Wine Tastin</i> organisé par Business France	Douala (Cameroun)
24 juin 2026	13 ^{ème} édition du Forum de Paris	Paris (France)
17-18 novembre 2026	Ambition Africa 2026	Paris (France)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Efi FRAGER (Service économique régional de Yaoundé)

Rédacteurs :

Ibrahim BARRY- Mohamed AYIAGNIGNI – Adrien REBET- Evelyne SILA – Noémie DAVID – Laura LANDREIN (SER Yaoundé) ;

Vincent FLEURIET - Ingrid ORAMALU (SE Brazzaville) – Amanda BROUILLARD (SE Brazzaville) ;

Michel BOIVIN – Fanny SCHAEFFER (SE Libreville) – Mathis FOLCH ;

Pierre SEJOURNE – Joël KAZADI KADIMA (SE Kinshasa) ; Naïma TAHRAN (Correspondante Tchad)

[Rendez-vous sur cette page](#) pour vous abonner & suivez notre page [Linkedin](#).